



Crise togolaise/ Pascal AGBOVE : « Les décisions prises le 31 juillet 2018 à Lomé sont à saluer (...) »

Les recommandations de la CEDEAO pour une sortie de crise au Togo continuent de susciter des réactions. Au delà des acteurs politiques, les membres de la société civile expriment également leur point de vue. C'est le cas de Pascal Edoh AGBOVE. Pour cet Expert Consultant en Entrepreneuriat et Politique de Développement et Directeur Exécutif de l'ONG Initiatives des Jeunes pour le Développement (IJD), « les décisions prises le 31 juillet 2018 à Lomé sont à saluer car elles viennent à point nommé éclairer l'opinion publique sur ce qui serait l'essentiel pour la sortie de crise glorieuse ».

Pascal Edoh AGBOVE estime que les recommandations de l'organisation sous régionales sont à la fois une satisfaction et une déception pour les acteurs politiques togolais. Satisfaction parce que dit-il, désormais, la feuille de route proposée par la CEDEAO permet d'accélérer le processus de réformes constitutionnelles et électorales tant prônées par les deux camps. Déception parce qu'une partie ne peut prétendre avoir la victoire sur l'autre.

« Il est impérieux que les acteurs politiques togolais fassent taire leur égo afin de privilégier les intérêts supérieurs du

peuple togolais dans leurs débats et prises de décisions », a-t-il souligné, précisant par ailleurs qu'il y a lieu de s'interroger sur ce que le peuple togolais a gagné dans ces décisions de la CEDEAO.

Selon lui, le principal gain du peuple togolais est la prise en compte de l'essentiel de ses souhaits pour la création d'un cadre électoral fiable et les réformes constitutionnelles devant garantir le droit de tous les citoyens à la participation des élections inclusives, crédibles et transparentes.

« Une fois les réformes électorales et constitutionnelles opérées, la prochaine victoire à réclamer par le peuple togolais est la Tenue des élections locales qui sont plus nécessaires que les élections législatives. Nous voudrions, à cet effet, inviter les acteurs politiques à concéder cette victoire au peuple togolais s'ils aiment vraiment ce peuple pour qui ils prétendent être le porte parole et le défenseur de ses droits », pense-t-il.

Il a dans ce sens appelé chaque acteur politique à revoir sa copie afin d'agir dans l'intérêt exclusif de la population à la base. *« La mise en application effective de la Décentralisation est l'alternative idoine pour pallier au déficit de bonne gouvernance et un gage d'accélération du Développement Local Durable »,* a expliqué Pascal Edoh AGBOVE.

Il faut rappeler qu'à l'issue de leur 53^{ème} session ordinaire tenue le 31 juillet dernier à Lomé, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO avaient invité le gouvernement et les acteurs politiques togolais à œuvrer en vue de l'adoption des réformes constitutionnelles par la voie parlementaire ou au cas échéant, par des consultations électorales. Ces réformes, précisent-ils, devront prendre en compte entre autres : le mode de scrutin à deux tours pour l'élection du Président de la République, la limitation à deux du nombre de mandats présidentiels, la recomposition de la Cour

Constitutionnelle avec limitation du mandat de ses membres la poursuite du processus électoral avec l'assistance technique de la CEDEAO.

David